

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 28 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOREDI**

Rue du Camp d'Aviation  
44320 Saint-Viaud

**Référence :** N3-2025-1142-Rapport  
**Code AIOT :** 0006304918

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SOREDI implanté Rue du Camp d'Aviation 44320 Saint-Viaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREDI
- Rue du Camp d'Aviation 44320 Saint-Viaud
- Code AIOT : 0006304918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale du site est le traitement de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Plan de modernisation des installations industrielles,
- Gestion des eaux pluviales et des eaux souterraines,
- Risque incendie,
- Gestion des déchets
- PFAS.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 7.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, section I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2, 3 et 4	Sans objet
5	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 03/08/2021, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de la visite, plusieurs non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre en œuvre et justifier des mesures correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2, 3 et 4
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Suivi PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la présence d'une liste des substances PFAS,</li> <li>- Réalisation des analyses de PFAS sur chaque point de rejet,</li> <li>- Vérification de l'exhaustivité des analyses de PFAS (en particulier, si différence entre AOF et PFAS),</li> <li>- Vérification du respect des LQ.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Suite au courrier de l'inspection des installations classées du 14 mai 2025, l'exploitant a poursuivi les mesures de PFAS et de l'AOF en 2025.</p> <p>La liste des substances mesurées contient les 50 PFAS comme demandé. La différence entre le flux de l'AOF et le flux total des PFAS a diminué par rapport à 2024.</p> <p>Sur l'analyse de 2025, plusieurs mesures sont supérieures à la limite de quantification (6:2 FTS, PFHxA, PFPeA, TFA et PFPrA). L'exploitant explique que ces mesures peuvent avoir plusieurs causes comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'incertitude des analyses,</li> <li>• la nature des TFA qui seraient des PFAS résiduels,</li> <li>• les tests liés à la mise en œuvre d'un traitement des PFAS</li> </ul> <p>De plus, certains PFAS ont des limites de quantification élevées. Le TFA, par exemple, a une limite à 4000 ng/l.</p> <p>L'exploitant indique que, d'après son bureau d'études, la méthode Top Assay n'est pas adaptée aux déchets du site.</p> <p>L'exploitant précise que les flux entrants pouvant contenir des PFAS sont au maximum évités en demandant des analyses aux clients si nécessaire. Les eaux d'extinction d'incendie ne sont, par</p>

exemple, pas traitées sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant transmet une explication concernant les limites de quantification des nouveaux PFAS mesurés. Une analyse sur les résultats des mesures de PFAS de 2025 est attendue.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°2 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 5.5
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai maximal de trois ans qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant installe un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage en transit et de traitement de déchets. Ce réseau est constitué de puits de contrôle (piézomètres) dont le nombre ne doit pas être inférieur à 3 . Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques (norme AFNOR NFX10-999 du 23 avril 2007 relative à la réalisation, suivi et abandon d'ouvrage de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages).</p> <p>Pour chacun des puits de contrôle, il doit être procédé à une analyse de référence réalisée dès l'achèvement de la mise en place de ces ouvrages. Les paramètres à contrôler sont représentatifs de l'activité de stockage 35 et de traitement des déchets reçus sur le site, au minimum, le pH, le COT, les hydrocarbures et certains métaux (au moins le plomb, le mercure et le cadmium). Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.</p> <p>Ce contrôle est ensuite renouvelé tous les ans et les résultats sont présentés dans le cadre du rapport annuel d'activités de rétablissement. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré lors de chaque contrôle.</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un (ou plusieurs) paramètre (s) mesuré (s) constaté (s) par l'exploitant et/ ou l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le (ou les) paramètres en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en informe sans délai l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé. Le prélèvement d'échantillons doit être effectué par du personnel compétent conformément à une norme garantissant des bonnes pratiques de prélèvement et d'échantillonnage. Les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation et à leur suivi chronologique (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, date des contrôles et résultats correspondants...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière surveillance des eaux souterraines de mars 2025, consultée sur GIDAF en amont de l'inspection, possède l'ensemble des informations réglementaires demandées. Aucune évolution significative n'a été constatée par rapport à la surveillance des eaux souterraines de 2024.</p> <p>Dans le rapport annuel d'activité 2024, le paramètre plomb sur les piézomètres PZ1 et PZ2 est élevé (respectivement 6,3 et 13 µg/l). Des analyses complémentaires ont été réalisées et d'après l'exploitant, la concentration du plomb a diminué. La source et les causes de l'augmentation n'ont pas pu être identifiées.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant transmet l'ensemble des analyses des eaux souterraines effectuées en 2025, dont les analyses complémentaires réalisées dans le cadre de recherche du plomb.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N°3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 7.3.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de rétablissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société APAVE a effectué la vérification des installations électriques le 16 novembre 2023 et le 8 novembre 2024. La fréquence annuelle est respectée.</p> <p>Sur le rapport de 2024, deux non-conformités ont été relevées, dont une déjà signalée. D'après l'exploitant, l'entreprise EIFFAGE a été mandatée pour lever ces non-conformités. Une des non-conformités a été levée, mais la deuxième concernant une prise de terre non conforme a nécessité plus de travaux.</p> <p>Sur le rapport de vérification et le certificat Q18 de 2024, l'examen hors tension des cellules HT n'a pas pu être effectué. L'exploitant indique que celui-ci est effectué par EIFFAGE.</p> <p>Le certificat Q18 montre qu'il n'y a pas de risque incendie et/ou d'explosion particulier sur le site.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le certificat Q18 de 2024, le rapport concernant la vérification de la conformité de la cellule HT, le bon d'intervention d'EIFFAGE démontrant la levée d'une des non-conformités et un document justifiant que la levée de la deuxième non conformité est en cours.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°4 : Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 7.5.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Entretien dispositifs protection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La vérification annuelle des éléments de protection incendie a été effectuée par la société PROMAT SECURITE : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les 3 RIA du site ont été vérifiés le 2 juillet 2025 : aucune non-conformité n'est identifiée,</li><li>• La vérification des systèmes de désenfumage a été réalisée le 3 juillet 2025. L'état d'un des dispositifs de commande du bâtiment de broyage a été jugé non satisfaisant. D'après l'exploitant, la commande du dispositif a été effectuée,</li><li>• La vérification des extincteurs (66) a été réalisée le 2 juillet 2025. Le rapport indique qu'un des extincteurs est à remplacer. L'exploitant a effectué ce remplacement,</li><li>• La vérification des systèmes de détection et d'extinction a été réalisée le 30 avril, le 1er et le 2 juillet 2025 : aucune non-conformité n'est identifiée.</li><li>• La vérification des poteaux incendie a été réalisée le 2 juillet 2025. L'état des poteaux incendie a été jugé satisfaisant.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande du dispositif de désenfumage, le document justifiant du remplacement de l'extincteur et la vérification annuelle des électropompes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°5 : Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2021, article 1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Contenu du registre déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10<sup>1</sup> du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre des déchets entrants, consulté via vigiedéchets en amont de l'inspection, possède l'ensemble des informations réglementaires demandées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N°6 : Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, section I
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas posséder d'équipements visés par la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p> <p>Cependant, le site possède des réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée supérieure à 10 m<sup>3</sup>. Lors de l'inspection, l'exploitant explique que les produits dans ces réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne sont pas concernés par les phrases de risques R50, R50/53 ou par les mentions de danger H400 ou H410,</li> </ul>

- et sont présents en très faible quantité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant est tenu de caractériser ses déchets en leur associant classes, catégories et mentions de danger les plus proches ou de la substance ou du mélange dangereux désigné le plus proche conformément à l'article 2.1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois